

Grégory SCHNEIDER
Commissaire aux comptes
Inscrit près la Cour d'Appel de Colmar

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX
COMPTES SUR LES COMPTES
ANNUELS**

EXERCICE AU 31/12/2024

EDIFIS

**8, Rue Georges EPSTEIN
67100 STRASBOURG**

**Association inscrite au Registre des Associations du tribunal d'instance de
STRASBOURG sous les références : Volume 40 – Folio n°113**

11 rue du Miracle 67000 STRASBOURG
SIRET : 491 221 594 00022
Tél. : 03.90.29.92.00 Fax : 03.90.29.92.01
E-mail : g.schneider@dualys.fr
Code IBAN : FR76 3008 7330 4300 0210 7530 122

EDIFIS

**8, Rue Georges EPSTEIN
67100 STRASBOURG**

**Association inscrite au Registre des Associations du tribunal d'instance de STRASBOURG
sous les références : Volume 40 – Folio n°113**

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

Mesdames et Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de votre association relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration du centre. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

OPINION

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

OBSERVATION

Au regard des méthodes comptables appliquées, nous n'avons pas d'observations spécifiques à formuler sur l'arrête des comptes.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions de l'article L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, les appréciations auxquelles nous avons procédé pour émettre l'opinion ci-dessus, portant notamment sur les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, ainsi que leur présentation d'ensemble, n'appellent pas de commentaire particulier.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VERIFICATION DU RAPPORT DE GESTION ET DES AUTRES DOCUMENTS ADRESSES AUX MEMBRES

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE CONSEIL D'ADMINISTRATION RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient au conseil d'administration du centre d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe au conseil d'administration du centre d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration de l'association.

RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par le conseil d'administration, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par le conseil d'administration de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Strasbourg, le 29 avril 2025

Grégory SCHNEIDER
Commissaire aux Comptes
Membre de la Compagnie Régionale de Colmar



Bilan Actif

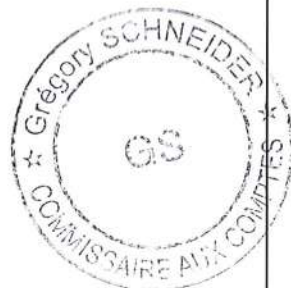
		31/12/2024			31/12/2023
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Concessions brevets droits similaires				
	Fonds commercial (1)				
	Autres immobilisations incorporelles				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions				
	Installations techniques, mat. et outillage indus.	104 375	97 986	6 390	1 074
	Autres immobilisations corporelles	282 235	219 289	62 947	25 923
	Immobilisations grévées de droits				
	Immobilisations en cours				
	Avances et acomptes				
ACTIF CIRCULANT	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations				
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés	13 413		13 413	16 996
	Prêts				
	Autres immobilisations financières	152		152	152
	TOTAL (I)	400 176	317 274	82 902	44 144
	Comptes de liaisons				
	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
COMPTES DE REGULARISATION	Avances et Acomptes versés sur commandes				
	CREANCES (3)				
	Créances usagers et comptes rattachés	128 548	5 237	123 312	126 487
	Autres créances	415 123	17 249	397 874	850 332
	Capital souscrit appelé, non versé				
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT				
	DISPONIBILITES	526 600		526 600	399 396
	Charges constatées d'avance	6 846		6 846	5 655
	TOTAL (II)	1 077 118	22 486	1 054 632	1 381 871
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecart de conversion actif (V)				
	TOTAL ACTIF (I à VI)	1 477 294	339 760	1 137 534	1 426 015
(1) dont droit au bail					
(2) dont à moins d'un an				152	
(3) dont à plus d'un an					

Bilan Passif

		31/12/2024	31/12/2023
Fonds associatifs	Fonds propres		
	Fonds associatifs sans droits de reprise	10 631	10 631
	Dont legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés, subventions d'investissements affectées à des biens renouvelables		
	Ecart de réévaluation		
	Réserves	52 465	52 465
	Report à nouveau	202 791	361 989
	Résultat de l'exercice	(6 274)	(159 198)
	Total des fonds propres	259 613	265 887
	Autres fonds associatifs		
	Fonds associatifs avec droit de reprise		
	- Apports		
	- Legs et donations		
	- Subventions d'investissements affectées à des biens renouvelables		
	Résultats sous contrôle de tiers financeurs		
	Droits des propriétaires		
	Ecart de réévaluation		
	Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	113 935	31 967
	Provisions réglementées		
	Total des autres fonds associatifs	113 935	31 967
	Total des fonds associatifs	373 548	297 854
	Provisions pour risques	144 296	160 461
	Provisions pour charges		
	Total des provisions	144 296	160 461
	Comptes de liaisons		
Fonds dédiés	Sur subventions de fonctionnement		19 800
	Sur dons manuels affectés		
	Sur legs et donations affectés		
	Total des fonds dédiés		19 800
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)		
	Emprunts et dettes financières divers		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	74 486	237 154
	Dettes fiscales et sociales	299 336	353 659
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	168 351	59 779
	Produits constatés d'avance	77 516	297 308
	Total des dettes	619 689	947 900
	Ecart de conversion passif		
	TOTAL PASSIF	1 137 534	1 426 015
	Résultat de l'exercice exprimé en centièmes	(6 274,25)	(159 198,40)
	(1) Dont à moins d'un an	619 689	947 900
	(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP		

Compte de Résultat

		31/12/2024	31/12/2023
		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises, de produits fabriqués		
	Prestations de services	280 414	414 916
	Productions stockée		
	Production immobilisée		
	Subventions d'exploitation	1 799 883	2 292 747
	Dons	4 440	3 348
	Cotisations	3 527	2 504
	Legs et donations		
	Autres produits de gestion courante	255	31
	Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges	59 759	56 418
	Autres produits		
	Total des produits d'exploitation	2 148 278	2 769 964
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats	130 753	172 429
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	551 829	684 181
	Impôts, taxes et versements assimilés	57 706	96 658
	Rémunération du personnel	1 071 088	1 478 303
	Charges sociales	355 869	485 498
	Subventions accordées par l'association		
	Dotation aux amortissements et dépréciations	17 229	13 600
	Dotation aux provisions	2 796	38 423
	Autres charges	823	512
	Total des charges d'exploitation	2 188 093	2 969 605
Produits financiers Charges financières	1 - RESULTAT COURANT NON FINANCIER	(39 815)	(199 641)
	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
	Intérêts et produits financiers	4 160	1 932
	Dotation aux amortissements et aux dépréciations		
	Intérêts et charges financières		
	2 - RESULTAT FINANCIER	4 160	1 932
	3 - RESULTAT COURANT AVANT IMPOT (1 + 2)	(35 655)	(197 709)
	Produits exceptionnels	36 154	60 551
	Charges exceptionnelles	26 131	21 247
	4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL	10 022	39 304
	Impôts sur les sociétés	442	793
	(+) Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs	19 800	
	(-) Engagements à réaliser sur ressources affectées		
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	TOTAL DES PRODUITS	2 208 392	2 832 446
	TOTAL DES CHARGES	2 214 666	2 991 645
	EXCEDENT ou DEFICIT	(6 274)	(159 198)
	PRODUITS		
	Bénévolat		
	Prestations en nature		
	Dons en nature		
	CHARGES		
	Secours en nature		
	Mise à disposition gratuite de biens et services		
	Personnel bénévole		



Etats financiers au 31/12/2024



ANNEXE LEGALE

Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de **1 137 534** euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **2 208 392** euros et un total **charges** de **2 214 666** euros, dégageant ainsi un **résultat** de **-6 274** euros.

L'exercice considéré débute le **01/01/2024** et finit le **31/12/2024**.
Il a une durée de **12** mois.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Pour la première application en 2005 des nouvelles règles comptables relatives à la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs (Règlement CRC 2004-06), l'entité a fait le choix de la méthode prospective.

Immobilisations

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) minoré des remises, rabais et escomptes obtenus.

Amortissements

Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire ou dégressif (fiscal) en fonction de la durée normale d'utilisation du bien.

- Immobilisations non décomposables : conformément aux mesures de simplifications pour les PME, ces immobilisations sont amorties sur la durée d'usage fiscalement admise.
- Immobilisations décomposables : si les éléments d'un actif ont des durées d'utilisations différentes, chaque élément est comptabilisé séparément et un plan d'amortissement propre à chacun est retenu.

La dépréciation des immobilisations est évaluée par l'entité à chaque clôture, au moyen de test de dépréciation effectué dès qu'existe un indice de perte de valeur.



Règles et méthodes comptables

Stocks et en cours

Non concerné

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les créances clients présentées dans le tableau de financement, ont été retenues pour leur valeur brute, conformément aux principes comptables.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Achats

Les frais accessoires d'achat payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achat, mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charge correspondant à leur nature.

Immobilisations

		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2024
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Autres						
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES						
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre						
	sur sol d'autrui						
	instal. agencé aménagement						
	Instal technique, matériel outillage industriels	97 957		7 423		1 004	104 375
	Instal., agencement, aménagement divers	33 739					33 739
	Matériel de transport	53 914					53 914
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	168 697		51 347		25 460	194 583
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations grévées de droits						
	Immobilisations corporelles en cours						
Avances et acomptes							
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	354 306		58 770		26 464	386 611
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations						
	Autres titres immobilisés	16 996				3 583	13 413
	Prêts et autres immobilisations financières	152					152
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	17 148				3 583	13 565
TOTAL		371 454		58 770		30 047	400 176

Amortissements

		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2024
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Autres				
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre				
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement				
	Instal technique, matériel outillage industriels	96 883	2 107	1 004	97 986
	Autres instal., agencement, aménagement divers	19 659	3 611		23 269
	Matériel de transport	53 914			53 914
	Matériel de bureau, mobilier	156 854	10 712	25 460	142 106
	Emballages récupérables et divers				
Immobilisations grevées de droits					
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	327 309	16 429	26 464	317 274	
TOTAL		327 309	16 429	26 464	317 274

Tableau de suivi des fonds associatifs

Libellé	Solde au début de l'exercice A	Augmentations B	Diminutions C	Solde à la fin de l'exercice D = A + B - C
Fonds associatifs sans droit de reprise				
- Patrimoine intégré				
- Fonds statutaires				
- Subventions d'investissement non renouvelables				
- Apports sans droit de reprise	10 631			10 631
- Legs et donations avec contrepartie d'actif immobilisés				
- Subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables				
Ecart de réévaluation sur des biens sans droit de reprise				
Réserves statutaires ou contractuelles	52 465			52 465
Réserves réglementées				
Autres réserves				
Report à nouveau	361 989		159 198	202 791
Résultat de l'exercice	(159 198)	159 198	6 274	(6 274)
Fonds associatifs avec droit de reprise				
- Apports				
- Legs et donations				
- Subventions d'investissement sur biens renouvelables				
Résultats sous contrôle des tiers financeurs				
Droits des propriétaires (Commodat)				
Ecart de réévaluation sur des biens avec droit de reprise				
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	31 967	85 924	3 956	113 935
Provisions réglementées				
TOTAL	297 854	245 122	169 428	373 548

Provisions

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2024
PROVISIONS REGLEMENTEES	Couverture du besoin en fonds de roulement Provisions pour renouvellement des immobilisations Provisions pour hausse des prix Provisions pour amortissements dérogatoires Réserves des plus-values nette d'actif Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMENTEES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges Pour garanties données aux clients Pour pertes sur marchés à terme Pour amendes et pénalités Pour pertes de change Pour pensions et obligations similaires Pour impôts Provisions pour gros entretien et grandes révisions Autres				
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	160 461	2 796	18 960	144 296
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières Sur stocks et en-cours Sur comptes clients Autres				
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION	21 686	800		22 486
TOTAL GENERAL		182 146	3 596	18 960	166 782
Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles			3 596	8 923	

Créances et Dettes

		31/12/2024	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts			
	Autres immobilisations financières	152	152	
	Clients douteux ou litigieux	5 237	5 237	
	Autres créances clients	123 312	123 312	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés	1 577	1 577	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	754	754	
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers	383 928	383 928	
	Groupe et associés			
	Débiteurs divers	28 865	28 865	
	Charges constatées d'avance	6 846	6 846	
	TOTAL DES CREANCES	550 670	550 670	
Prêts accordés en cours d'exercice				
Remboursements obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		31/12/2024	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine				
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine				
	Emprunts et dettes financières divers				
	Fournisseurs et comptes rattachés	74 486	74 486		
	Personnel et comptes rattachés	133 610	133 610		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	119 411	119 411		
	Impôts sur les bénéfices	442	442		
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	45 873	45 873		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Groupe et associés				
	Autres dettes	168 351	168 351		
	Dette représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance	77 516	77 516		
	TOTAL DES DETTES	619 689	619 689		
Emprunts souscrits en cours d'exercice					
Emprunts remboursés en cours d'exercice					
Emprunts dettes associés (personnes physiques)					

Produits à recevoir

31/12/2024

Total des Produits à recevoir		432 691
Autres créances clients		39 767
CLIENTS FACTURES A ETABLIR	39 767	
Autres créances		392 925
FOURNISSEURS - AVOIRS A RECEVOIR	360	
ACTIVITE PARTIELLE	242	
Subvention VILLE EUROMETROPOLE	6 512	
Subvention CAF	121 300	
Subvention REGION	45 726	
SUBVENTION CPAM	5 000	
SUBVENTION OPHEA/HABITATION MODERNE	3 000	
DIVERSES SUBVENTIONS	15 000	
ASP	2 290	
FSE +	185 100	
DIVERS PRODUITS A RECEVOIR	8 395	

Charges à payer

31/12/2024

Total des Charges à payer		291 772
Dettes fournisseurs et comptes rattachés FOURN FTS NON PARVENUES	32 271	32 271
Dettes fiscales et sociales DETTES PROV. CONGES PAYES PERSONNEL CHARGES A PAYER PROVISIONS /CHARGES DE CONGES AUTRES CHARGES A PAYER CHARGES FISCALES SUR CP SUBVENTION ETAT O2R ETAT - CAISSE DEPOTS ET CONSIGNATIONS	115 909 1 554 36 704 17 341 12 384 7 523 24 466	215 880
Autres dettes C.A.P. - PROJET LONG METRAGE - TOKYO C.A.P. - PROJET HABITANT KENYA C.A.P. - PROJET SENIOR ZIEGEL C.A.P. -PROJET OUZBEKISTAN C.A.P. PROJET SENIORS KLEBSAU C.A.P POLE JEUNESSE KLEBSAU C.A.P. ECOLE DE MUSIQUE C.A.P. - PROJET UN REVE AU FEMININ ACF Z	15 502 12 989 4 790 491 513 190 93 9 055	43 621

Charges à payer (avec détail)

	31/12/2024	31/12/2023	Variations	%
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit				
Emprunts et dettes financiers divers				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	32 271	64 995	(32 724)	-50,35
Dettes fiscales et sociales	215 880	253 864	(37 984)	-14,96
Dettes fournisseurs d'immobilisation				
Autres dettes	43 621	46 034	(2 413)	-5,24
TOTAL	291 772	364 893	(73 121)	-20,04

[illegible]

Charges constatées d'avance

	Période		Montants	31/12/2024
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION				6 846
APSARA			3 080	
MACH A AFFRANCHIR	01/01/2025	13/05/2025	106	
HOSTINGER	12/01/2025	12/01/2027	201	
ORANGE	01/01/2025	31/08/2025	386	
MAINTENANCE	01/01/2025	31/03/2025	1 078	
ASSURANCE	01/01/2025	31/12/2025	1 596	
CJD	01/01/2025	30/06/2025	399	
Charges constatées d'avance - FINANCIERES				
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES				
TOTAL				6 846

Produits constatés d'avance

	Période	Montants	31/12/2024
Produits constatés d'avance - EXPLOITATION			77 516
SUBVENTIONS DIVERSES		62 516	
MECENAT		15 000	
Produits constatés d'avance - FINANCIERS			
Produits constatés d'avance - EXCEPTIONNELS			
TOTAL			77 516

Engagements financiers

	31/12/2024	Engagements financiers donnés	Engagements financiers reçus
Effets escomptés non échus			
Avals, cautions et garanties			
Engagements de crédit-bail			
Engagements en pensions, retraite et assimilés PROVISION POUR IFC COMPTABILISEE		75 006	
		75 006	
Autres engagements			
Total des engagements financiers (1)		75 006	
(1) Dont concernant : Les dirigeants Les filiales Les participations Les autres entreprises liées			

Tableau de suivi des fonds dédiés

I - SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AFFECTEES				
Ressour ces	Fonds à engager au début de l'exer cice	Utilisation en cours d'exer cice	Engagement à réaliser sur nouvelles ressour ces affectées	Fonds restant à engager en fin d'exer cice
	A	B	C	D = A - B + C
Fonds dédiés				
RENCONTRES DU NEUHOF	19 800	19 800		
TOTAL	19 800	19 800		

II - RESSOURCES PROVENANT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC				
Ressour ces	Fonds à engager au début de l'exer cice	Utilisation en cours d'exer cice	Engagement à réaliser sur nouvelles ressour ces affectées	Fonds restant à engager en fin d'exer cice
	A	B	C	D = A - B + C
Dons manuels				
Total				
Legs et donations				
Total				
TOTAL				

Annexe libre

Honoraires du commissaire aux comptes :

Les honoraires du commissaire aux comptes sont comptabilisés en charge à hauteur de 8177 € TTC.

Provisions :

Les provisions à la clôture de l'exercice concernent le risque lié au FSE pour 69291 € et les indemnités de fin de carrière pour 75006 €.

La reprise de l'exercice relative au FSE s'élève à 8923 €.

Engagements donnés:

Les engagements en matière d'indemnités payables lors de départs volontaires à la retraite des salariés du CENTRE SOCIO CULTUREL DU NEUHOF sont valorisés à un montant de 75006 €. L'évaluation est calculée pour l'ensemble des salariés en tenant compte d'une table de turnover dépendant de l'âge et du statut, ainsi que de la table de mortalité publiée par l'INSEE. Le taux d'actualisation retenu est l'IBOXX au 31/12/2024 soit 3.35%.

Evènements marquants de l'exercice

Suite au projet d'apport partiel d'actif signé en date du 11 octobre 2023, les éléments suivants ont eu lieu au 1er janvier 2024 :

- Apport partiel d'actif de la branche d'activité DACIP auprès de l'Association DACIP;
- Apport partiel d'actif de la branche d'activité CYBERGRANGE auprès de l'Association CYBERGRANGE.

Ces apports ont été réalisés dans l'objectif de la séparation juridique des activités de diverses nature développées au sein d'EDIFIS de sorte à ce qu'ultérieurement :

- L'association EDIFIS réalise uniquement une activité de création et gestion de centres socio-culturels;
- L'association DACIP réalise des actions de proximité et d'expérimentation de dispositifs pour faciliter l'accès à l'emploi des personnes les plus éloignées du marché du travail;
- L'association Cybergrange gère et anime un tiers lieu dédié à l'inclusion numérique au sein du quartier prioritaire de la Ville Neuuhof/Meinau.

Des liens étroits existent entre les trois associations qui ensemble constituent une union d'associations dont l'Association EDIFIS est l'association faitière.

